

# Aveuglement : la Syrie, cette grande oubliée de la politique étrangère américaine



Alors que les Américains se désengagent d'Afghanistan, l'administration américaine estime que la situation en Syrie constitue un danger direct pour les Etats-Unis, notamment à cause de la menace terroriste et de la présence de deux de ses principaux adversaires : l'Iran et la Russie.

Avec Alain Rodier

## LES ÉTATS-UNIS CONSIDÈRENT LA SYRIE COMME UN DANGER

Au moment où les Américains se désengagent d'Afghanistan, le théâtre syrien semble ne plus attirer l'attention des médias. En fait, selon des sources journalistiques anglo-saxonnes, l'administration américaine pense que la situation qui prévaut en Syrie constitue un danger direct pour les États-Unis. Cela s'explique par la position stratégique du pays (l'Afghanistan est enclavé) et par la présence de deux de ses principaux adversaires : l'Iran et la Russie. Certes ce deux pays ont également des intérêts en Afghanistan mais ils sont beaucoup moins importants.

## Bref rappel historique

La guerre civile syrienne qui a débuté en 2011 comme une suite des « printemps arabes » s'est transformée en le théâtre de plusieurs conflits dont les objectifs sont différents : Turcs contre Kurdes, États-Unis contre la Russie, Iran contre Israël/Arabie saoudite, etc.

On en oublierait presque les salafistes-jihadistes de Daech et d'Al-Qaida « canal historique » et le régime de Bachar el-Assad (le président a été réélu « triomphalement » avec 95,1% des voix) à la tête de l'État) qui semblent des sujets annexes pour la plupart des intervenants... et ils sont nombreux.

- L'Iran via les pasdarans et ses séides libanais (via le Hezbollah libanais), pakistanais, irakiens et afghans (les « milices chiites internationales »).
- La Turquie s'appuyant sur les milices turkmènes, sur des résidus de l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes d'obédience salafiste. Les financements sont majoritairement qataris, les deux pays défendant - comme en Libye - les intérêts des Frères musulmans.
- La Russie est représentée par ses forces régulières et le groupe Wagner devenu célèbre (mais d'autres sociétés militaires privées sont présentes en Syrie).
- L'Arabie saoudite avec les mouvements de résistance islamistes « modérés » même si elle a changé de position en respectant une certaine neutralité ; par contre ses alliés, les Émirats Arabes Unis ont basculé du soutien de l'opposition au régime à l'ouverture d'une ambassade à Damas. Incontestablement, la reconstruction d'une partie du pays ravagé par la guerre les intéresse sur le plan des affaires. Il semble que la Chine est aussi dans les startings blocks pour fournir les entreprises de génie civil toute l'infrastructure du pays étant à revoir.
- Israël qui intervient avec des moyens aéroterrestres presque toutes les semaines.

Les États-Unis soutiennent les Kurdes et des mouvements arabes cantonnés à l'est de l'Euphrate et la poche de Tanaf à la frontière jordanienne. La Jordanie a servi de base arrière à de nombreux mouvements d'opposition syriens mais de nouveaux liens se créent entre Amman et Damas.

Une caractéristique générale : aucun camp n'a la capacité opérationnelle de conquérir l'ensemble du pays car ensuite se pose le problème du « contrôle ». Personne n'en n'a les moyens excepté les Américains mais telle n'est pas leur intention : ils ont d'autres parties de globe à gérer.

## **Les soucis et les réponses de Washington**

La première inquiétude de Washington est l'installation à demeure d'un point d'appui militaire russe (prévu par un accord bilatéral Moscou-Damas pour encore 47 ans) qui permet au Kremlin d'être présent en permanence sur zone au détriment des intérêts américains et de l'OTAN. En effet, les deux principales bases militaires de Hmeimim et de Tartous permettent à l'armée russe de rayonner sur l'ensemble du Proche-Orient, en Méditerranée orientale et même jusqu'en Afrique.

Bien évidemment, la menace terroriste persiste et même se reconstitue sur le front syro-irakien via Daech qui recrée ses réseaux pour le moment clandestins. Al-Qaida est présent quasi-officiellement dans la province d'Idlib située au nord-ouest du pays. Les salafistes-jihadistes profitent de la misère dans laquelle sont plongées les populations pour recruter de nouveaux adeptes. En effet, de nombreux jeunes ne voient que la « solution jihadiste » pour s'en sortir, s'il le faut par le « martyr ». Il est vrai que leur première cible de ces mouvements reste le régime syrien - ce qui ne peut que satisfaire Washington - mais rien ne dit qu'il n'étendront pas ensuite leur combat contre les Kurdes des Forces démocratique syriennes (FDS) puis contre tous leurs alliés américains.

Les manœuvres de Téhéran pour consolider le « croissant chiite » qui s'étend de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad et Damas sont indubitablement une menace directe dirigée contre Israël. Certes, l'État hébreu détruit les infrastructures développées en Syrie par Téhéran mais n'a aucune réponse à l'adhésion d'une partie des populations musulmanes locales à travers les réseaux sociaux, culturels, financiers développés par Téhéran. Si l'on parle de l'appui tactique apporté au régime syrien par l'Iran, on parle moins de ses actions d'influence qui sont parfaitement rodées.

En conséquence, Washington vise plusieurs objectifs :

- contenir le régime De Bachar el-Assad et ses alliés russes et iraniens dans l'ouest de la Syrie - globalement à l'ouest de l'Euphrate - ;
- s'opposer à la normalisation du régime syrien et à sa reconstruction économique, peu importe la situation de misère dans laquelle sont plongées les populations (Washington n'avait pas procédé autrement en 2001-2002 contre le régime de Saddam Hussein avant de l'attaquer militairement);
- aider les FDS à bâtir une gouvernance cohérente capable de maintenir la sécurité à l'est de l'Euphrate - ce qui signifie que la Maison-Blanche connaît bien l'idéologie des Kurdes membres des FDS : une base marxiste-léniniste agrémentée de touches d'autogestion, d'écologie et de féminisme de manière à plaire aux intellectuels occidentaux - . Le fait que l'idéologie de la majorité des Kurdes (en dehors du clan Barzani en Irak du Nord) est anticapitaliste et donc antiaméricaine ne paraît pas émouvoir Washington !
- coopérer avec la Turquie pour qu'Ankara gère la situation à la frontière syrienne et particulièrement dans le nord-ouest du pays... Problème, cette dernière est majoritairement tenue par des mouvements plus ou moins affiliés à Al-Qaida « canal historique »... ;
- améliorer la situation dans la province d'Idlib et dans les régions tenues par les FDS (à l'est de l'Euphrate) par une aide sanitaire massive ;
- s'opposer à la reconstitution de Daech et d'Al-Qaida ;
- évaluer les besoins des FDS dans l'est de la Syrie pour faire face à la menace de Daech et à des éventuelles opérations militaires venant du sud par les forces gouvernementales syriennes appuyées par la Russie et l'Iran mais aussi du nord par la Turquie ;

- continuer l'aide transfrontalière même si Moscou met son veto à l'ONU et poursuivre l'aide humanitaire en coopération avec l'UE et la Turquie ;
- intensifier les sanctions économiques contre le régime syrien et tout organisme qui s'affranchirait de ce « blocus » ;
- enquêter sur les crimes de guerre de la Russie en Syrie (mais aussi en Ukraine et sur d'autres théâtres) et combattre la désinformation russe et renforcer les lois internationales contre de telles manœuvres ;
- lancer une nouvelle initiative diplomatique pour débiter un dialogue entre les différentes factions syriennes opposées au régime.

D'autre côté, l'administration américaine s'interdit formellement de :

- 1 . reconnaître directement ou indirectement le régime de Bachar el-Assad et lever les sanctions ;
- 2 . aider à la création d'un Kurdistan indépendant ;
- 3 . abandonner les Kurdes au bon vouloir d'Ankara ;
- 4 . composer avec des mouvements proches d'Al-Qaida ;
- 5 . admettre que la Russie joue un rôle « constructif » en Syrie.

Les 2è et 3è idées semblent contradictoires mais ne vont pas l'une sans l'autre : la reconnaissance d'un Kurdistan indépendant au nord de la Syrie est le « casus belli » pour Ankara. Les Turcs se sentiraient alors en droit d'intervenir en force pour éviter que les « cousins du PKK » (le Parti de l'union démocratique syrien, PYD ) n'aient pignon sur rue et n'aspirent qu'à un « grand Kurdistan » englobant une parcelle du territoire turc. En échange de cette « non reconnaissance » d'un État Kurde par les Américains, ces derniers garantissent à leurs alliés des FDS que la Turquie ne tentera rien contre eux.

Les craintes de Washington sont pour partie exactes. La Russie s'est installée en Syrie pour y rester et pour renforcer son influence. Les salafistes-jihadistes reprennent discrètement le contrôle des campagnes (et déserts) syro-irakien empêchant les administrations de s'y réimplanter. La misère pousse vers eux de nouveaux volontaires qui représentent la menace de demain qui pourrait fort bien déborder à l'extérieur. L'Iran et les milices qu'il soutient - dont le Hezbollah libanais - ne sont pas prêts à quitter l'ébauche du « croissant chiite » qui se dessine.

Les États-Unis ne cherchent pas à trouver des solutions durables en Syrie, officiellement pour des raisons morales (le régime de Bachar el-Assad est bien évidemment définitivement condamné) mais, eux-mêmes s'affranchissent bien souvent des lois internationales et des accords passés avec les uns ou les autres par souci d'efficacité quand leurs intérêts sont en jeu.

Le début de la véritable solution pour que tout se déroule le moins mal possible réside dans le dialogue direct ou indirect entre les différents acteurs et en bilatéral. Or, à l'évidence, ce n'est

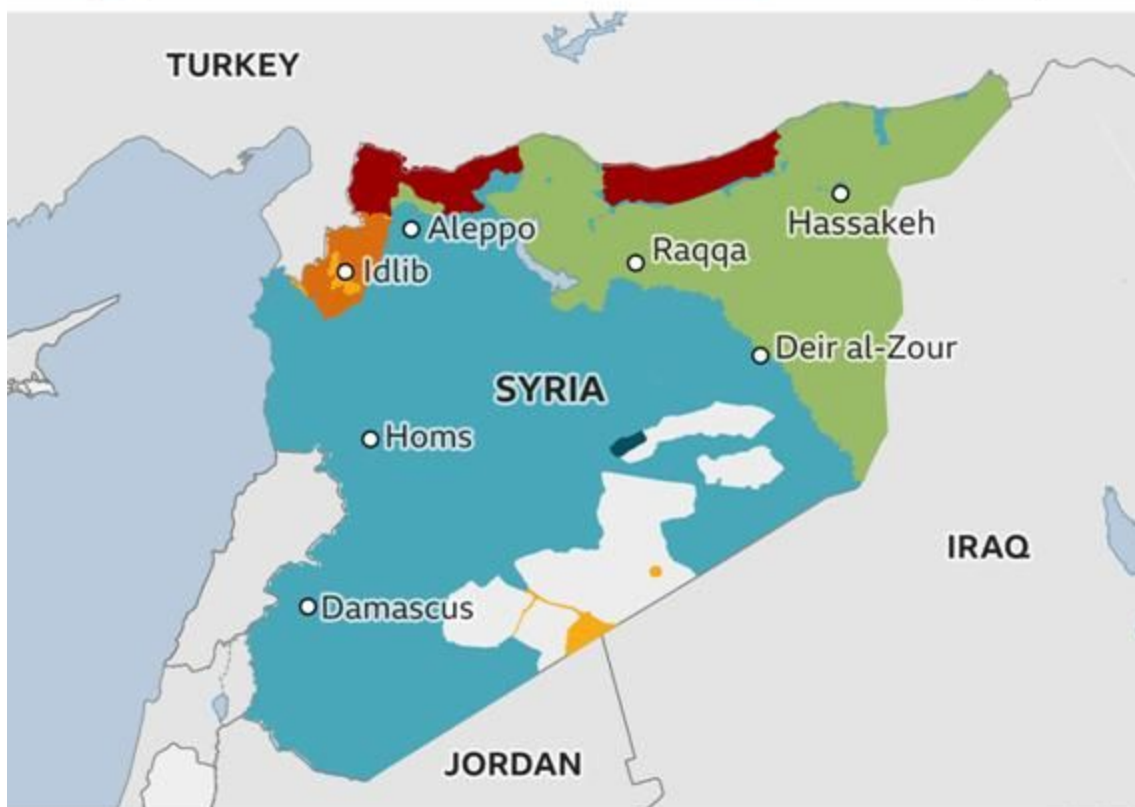
pas l'objectif actuel de la Maison-Blanche qui, si elle changé de locataire, n'a pas bougé sur la problématique syrienne. Le borbier dans lequel se trouve plongé le pays l'arrange car il limite les capacités de nuisance des uns et des autres tout en préservant la sécurité d'Israël qui est la pierre angulaire des États-Unis au Proche-Orient. Par exemple, actuellement, le Hezbollah libanais, le plus redoutable adversaire d'Israël sur le plan tactique, est complètement accaparé par le conflit syrien et ne peut se retourner contre l'État hébreu. Cela s'est bien vu lors de la dernière crise de Gaza (avril-mai 2021) car le mouvement chiite libanais n'a rien tenté de sérieux contre son « ennemi sioniste ».

## Who controls what in Syria

Feb 2021



- |   |                     |
|---|---------------------|
| Kurdish forces                                    | Syrian government   |
| Turkish-backed Syrian rebels and Turkish military | Jihadist forces     |
|   | Syrian rebels       |
|   | Islamic State group |



Source: Janes Conflict Monitor

BBC